



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87 039 Limoges

Limoges, le 12/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARQUUS DEFENSE EX RENAULT TRUCKS DEFENSE

72, route du Palais

BP 539

87 011 Limoges Cedex

Références : UID872026-053

Code AIOT : 0006003543

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2026 dans l'établissement ARQUUS DEFENSE (EX RENAULT TRUCKS DEFENSE) implanté 72, route du Palais - 87 000 Limoges. L'inspection a été annoncée le 03/12/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARQUUS DEFENSE (EX RENAULT TRUCKS DEFENSE)
- 72, route du Palais - BP 539 - 87011 Limoges Cedex
- Code AIOT : 0006003543
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site dispose d'un arrêté préfectoral du 22 février 2017 l'autorisant à exploiter un centre de production de véhicules militaires. Le courrier préfectoral du 11 octobre 2021 est venu actualiser le tableau de classement.

Ces deux actes administratifs ont servi de référentiels pour l'inspection du 21 janvier 2026.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Lettre préfectorale du 11/10/2021, article /	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 2.1.4.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Rejets atmosphériques – conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 3.6.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Rejets atmosphériques - surveillance	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 9.1.4.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 3.7. - 3 ^{ème} et 4 ^{ème} alinéa	Demande d'action corrective	avant le 31 mars 2026
6	GEREP	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 9.1.7.	Demande d'action corrective	avant le 31 mars 2026
7	Rejets aqueux – localisation des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 4.3.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Rejets aqueux – surveillance des eaux de lavage	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 9.1.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	GIDAF	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 9.2.3.	Demande d'action corrective	6 mois
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 7.4.3. - 1 ^{er} alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 7.4.3. - 2 ^{ème} , 3 ^{ème} et 4 ^{ème} alinéas	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
16	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 7.3.7. - 2 ^{ème} alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Rejets aqueux – surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 9.1.1.	Sans objet
10	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 9.1.3.	Sans objet
12	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 7.1.5. - 2 ^{ème} alinéa	Sans objet
13	Étude flux thermiques et définition des moyens d'extinction	Lettre préfectorale du 11/10/2021, article /	Sans objet
17	Télédéclaration incident / accident	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R.512-69 – 3 ^{ème} alinéa	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Afin de tenir compte des diverses évolutions du site, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé ultérieurement à Monsieur Le Préfet, permettant ainsi de modifier/compléter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 février 2017.

Par ailleurs, des précisions et ajustements sont attendus de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 11/10/2021, article /
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : Situation administrative de l'établissement : <ul style="list-style-type: none"> • Rubrique 2930-1-a : Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant supérieure à 5 000 m² (8100 m² / Enregistrement), • Rubrique 2930-2-a : Vernis, peinture, apprêt, (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur, si la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée est supérieure à 100 kg/j (110 kg/j / Enregistrement) • 2910-A-2 : Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW (Puissance totale : 4,1 MW / Déclaration), • 1978-6 : Solvants organiques pour le revêtement et la retouche de véhicules, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 0,5 t/an (Quantité de solvants organiques utilisés : 5 t/an / Déclaration),

- 2925-1 : Ateliers de charge d'accumulateurs électriques. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW (Puissance : 200 kW / Déclaration)

Constats :

Selon les échanges, les installations à enregistrement et déclaration seraient désormais les suivantes :

- rubrique 2930.1.a (réparation et entretien de véhicules à moteur) : enregistrement pour une surface de 9 100 m²,
- rubrique 2930.2.a (réparation et entretien de véhicules à moteur, application de peinture) : déclaration avec contrôle périodique pour 90 kg/j,
- rubrique 2940.2.b (application de peinture) : déclaration avec contrôle périodique pour 90 kg/j,
- rubrique 2910.A.2. (installations de combustion) : déclaration pour une puissance totale de 4,31 MW),
- rubrique 1978.6 (utilisation de solvants pour la retouche de véhicules) : déclaration pour une quantité de 15 t/an,
- rubrique 2925-1 (atelier de charge d'accumulateurs) : déclaration pour une puissance de 304 kW),

D'autres activités et installations existent sur le site mais sont non classables au regard des volumes et des capacités, ainsi que des intitulés des rubriques de la nomenclature correspondantes. (complément en annexe confidentielle)

Ces évolutions feront prochainement l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire. **Dans ce cadre, l'exploitant est convié à faire part à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, des évolutions éventuelles relatives aux références cadastrales.**

Il est à noter les précisions suivantes, utiles en vue de ce projet d'arrêté :

- les deux chaudières gaz (2,7 MW au total) ont la même puissance unitaire (soit 1,35 MW) et ont été mises en services en 2001,
- les 2 brûleurs de l'atelier peinture (1,2 MW au total) ont chacun une puissance unitaire inférieure à 1 MW.

Par ailleurs, le passage de 5 t/an à 15 t/an de solvants utilisés (rubrique 1978-6), doit amener l'exploitant à s'interroger si cela constitue une augmentation importante au sens de l'article 7. b) de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. **Aussi, l'exploitant est invité à faire part à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, de son positionnement sur ce point et des mesures prises ou envisagées au besoin, accompagnées si nécessaire d'un échéancier.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 2.1.4.

Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition permanente l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté en séance et de manière dématérialisée : <ul style="list-style-type: none"> • un plan daté du 23 juin 2023 matérialisant l'emplacement des zones de stockage des produits inflammables, qui sont grandement majoritaires sur le site. Ce plan est mis à jour au besoin. • le dernier état des stocks, celui-ci étant actualisé de manière hebdomadaire. Ce document précise pour chaque produit sa référence, son emplacement et sa quantité. (complément en annexe confidentielle)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets atmosphériques – conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 3.6.
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : Désignation du conduit par activité <ul style="list-style-type: none"> • Cabine de peinture (conduit gauche) • Cabine de peinture (conduit droit) • Cabine de désolvatation • Cabine étuvage • Extraction meulage • Extraction soudure • Chaufferie indépendante
Constats : L'objectif de ce point de contrôle est de faire le point sur les conduits de rejets atmosphériques du site. L'exploitant a précisé les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> • les 2 postes « soudure » et les 2 postes « mécanique » déplacés en 2017 dans le bâtiment P n'existent plus, l'emplacement étant désormais dédié à une ligne d'assemblage, • l'« extraction meulage » et l'« extraction soudure » mentionnées à l'article précité tombent en désuétude du fait de l'arrêt de ces activités, • un nouveau conduit devrait être installé cette année pour une zone de retouches de pièces, avec soudure, dans le bâtiment W. L'Inspection rappelle que les équipements de captage et rejet doivent respecter, le cas échéant, les dispositions réglementaires applicables (arrêté préfectoral, arrêtés ministériels de prescriptions générales).

Outre ces éléments et en vue de l'actualisation de l'arrêté préfectoral du 22 février 2017 par ailleurs prévue (cf. point de contrôle N°1), **l'exploitant est invité, dans un délai de 3 mois, à indiquer à l'Inspection, par rapport à la liste des conduits mentionnés à l'article précité :**

- **les nouveaux conduits éventuellement mis en place (en reprenant les items du tableau du chapitre 3.6. de l'arrêté préfectoral du 22 février 2017),**
- **les conduits supprimés ou modifiés,**
- **pour chaque conduit utilisé, le bâtiment d'implantation.**

L'Inspection rappelle dans ce cadre que le nombre de points de rejets à l'atmosphère est en nombre aussi réduit que possible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejets atmosphériques - surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 9.1.4.

Thème(s) : Risques chroniques, /

Prescription contrôlée :

Des mesures seront effectuées sur les émissions atmosphériques rejetés par chacune des installations définies au chapitre 3.6. Ces analyses seront effectuées en sortie des traitements des émissions atmosphériques si elles existent. Elles porteront sur les paramètres définis au chapitre 3.7 du présent arrêté et seront réalisées au moins une fois par an sauf pour la chaufferie où les mesures seront réalisées tous les trois ans.

Ces analyses seront réalisées par un organisme agréé par le ministère en charge des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté en séance les derniers rapports d'analyses réalisées par un organisme agréé, puis les a adressés à l'Inspection par courriel du 10 février 2026.

Concernant les activités de peinture, le rapport de mesures réalisées les 3 et 4 décembre 2025 présente des résultats conformes aux valeurs limites d'émission imposées au chapitre 3.7. de l'arrêté préfectoral du 22 février 2017.

Il est à noter que les activités de peinture peuvent être soumises, selon qu'elles portent sur la réparation de véhicules ou sur la fabrication de véhicules neufs, respectivement aux arrêtés ministériels du 12 mai 2020 (prescriptions générales pour le régime de l'enregistrement de la rubrique 2930) ou du 2 mai 2002 (prescriptions générales pour le régime de la déclaration de la rubrique 2940). Aussi, suite à la comparaison de ces textes et de l'arrêté préfectoral du 22 février 2017, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire (Cf. point de contrôle N°1) viendra compléter/modifier au besoin les dispositions relatives aux valeurs limites d'émission.

Pour les prochaines campagnes, l'exploitant est invité à préciser, lors de l'envoi du rapport d'analyses à l'Inspection, le type d'activité réalisée au moment des prélèvements (réparation ou fabrication). Ce point fera l'objet d'une disposition dans le projet d'arrêté préfectoral

complémentaire à venir.

Le rapport montre que certaines vitesses d'éjection des gaz ne sont pas conformes aux vitesses minimales imposées au chapitre 3.6. de l'arrêté préfectoral du 22 février 2017. **L'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les éventuelles raisons particulières ayant généré cette situation, ainsi que, au besoin, les mesures prises ou envisagées, accompagnées d'un échéancier.**

Concernant les deux chaudières, les prélèvements ont été réalisés le 26 octobre 2023. Par rapport aux paramètres listés au chapitre 3.7. de l'arrêté préfectoral du 22 février 2017 (SO₂, NOx, poussières), seul le NOx a été quantifié, avec un résultat conforme à la valeur limite d'émission imposée à ce même chapitre. Il est à noter que l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 impose, au point 6.2.4.I. a) de l'annexe I applicable aux installations jusqu'au 31 décembre 2029, une valeur limite d'émission uniquement en NOx pour les installations fonctionnant au gaz naturel, le SOx et les poussières n'étant pas non plus prévues à partir du 1^{er} janvier 2030 (cf. point 6.2.4. III. de l'annexe I de l'arrêté ministériel précité). Ce point fera l'objet d'un ajustement dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire à venir (cf. point de contrôle N°1), à savoir la suppression des valeurs limites d'émission en SOx et poussières pour les chaudières.

Par ailleurs, le CO a été analysé, bien que non réglementé dans l'arrêté préfectoral du 22 février 2017 et au point 6.2.4.I. a) de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018 applicable aux installations jusqu'au 31 décembre 2029. La concentration mesurée est inférieure à la limite d'émission qui sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2030 (cf. point 6.2.4. III. de l'annexe I de l'arrêté ministériel précité). Ce nouveau paramètre CO fera l'objet d'une disposition dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire à venir.

Pour les deux chaudières, le rapport met en avant une vitesse d'éjection inférieure à 5 m/s (1,4 m/s et 2 m/s), imposée par le chapitre 3.6. de l'arrêté préfectoral du 22 février 2017 et par le point 6.2.3. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 précité. **L'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les éventuelles raisons particulières ayant généré cette situation, ainsi que, au besoin, les mesures prises ou envisagées, accompagnées d'un échéancier.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 3.7. - 3^{ème} et 4^{ème} alinéas

Thème(s) : Risques chroniques, /

Prescription contrôlée :

Le flux annuel des émissions diffuses de COVNM ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée.

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants annuel mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.

Constats :

Pour mémoire, les arrêtés ministériels de prescriptions générales des 5 mai 2002 et 13 décembre 2019 applicables aux installations soumises à déclaration respectivement au titre des rubriques 2940 et 1978, imposent également que le flux annuel des émissions diffuses de COV ne doit pas dépasser 25 % de la consommation annuelle de solvants. **Il n'y a plus lieu de viser l'arrêté ministériel du 2 février 1998, applicable aux installations soumises à autorisation, dans le PGS dans la mesure où celui-ci n'est plus applicable au site.**

Le dernier plan de gestion des solvants au titre de l'année 2024 a été présenté en séance, l'exploitant indiquant que ce document avait été élaboré selon le guide ministériel de 2009. À la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis ce plan de gestion des solvants par courriel du 10 février 2026.

Il est conclu que les émissions diffuses représentent 10,65 % de la consommation annuelle de solvants, ce qui est conforme au seuil précité. Toutefois, **il conviendra de prendre en compte les remarques non exhaustives suivantes pour l'élaboration des prochains PGS :**

- O4, correspondant aux émissions non captées (ventilation générale par portes, fenêtres, événements ou autres ouvertures) et O9 (solvants libérés d'une autre manière) sont à indiquer.
- il convient de bien différencier COV et solvants, par exemple dans la présentation numérique de la formule de calculs de I1 (page 5 du PGS) ou dans l'annexe 1, où une colonne mentionne par produit la « conso COV 2024 ». S'il s'agit bien de COV, le résultat total I1 correspond à la quantité totale de COV et non de solvants. S'il s'agit bien de solvants et non de COV, l'intitulé de la colonne serait à modifier afin d'éviter toute confusion.
- le calcul de O1 s'appuie bien sur les flux mesurés de COV lors de la campagne de 2024, ce qui donne la masse en équivalent carbone et non la masse de solvants. Il convient de faire la conversion d'unité telle que présentée dans le guide ministériel (prise en compte pour chaque solvant de la masse molaire, du facteur de réponse...).
- dans le paragraphe relatif à l'estimation de O6, les commentaires concernant les « emballages vides souillés » indiquent une évaporation importante du fait de l'exposition en extérieur. Cette part évaporée est à intégrer au PGS. Par ailleurs, il semble que la quantité de solvants estimée pour les « emballages souillés » soit fortement majorée (prise en compte de la masse de l'emballage dans la masse de solvants).

Enfin, pour rappel, le plan de gestion des solvants est à établir pour chaque année. Il a été convenu lors des échanges qu'il serait transmis à l'Inspection via l'outil GEREP (cf. point de contrôle N°6).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : avant le 31 mars 2026

N° 6 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 9.1.7.

Thème(s) : Risques chroniques, /

Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les émissions et les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.
<p>Constats :</p> <p>Lors des échanges, il a été relevé la nécessité de créer un compte GEREP. Cette démarche étant réalisée, l'exploitant est invité à reprendre la saisie annuelle des déclarations.</p> <p>Comme évoqué lors de l'Inspection, le plan de gestions des solvants (cf. point de contrôle N°5) peut être transmis par cet outil. Ce point fera l'objet de dispositions dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire à venir (Cf. point de contrôle N°1).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : avant le 31 mars 2026

N° 7 : Rejets aqueux – localisation des points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 4.3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté N°1 Nature des effluents :Eaux usées domestiques Exutoire du rejet : Réseau public d'assainissement des eaux usées</p> <p>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté N°2 Nature des effluents : Eaux collectées au niveau de la plate-forme regroupant l'aire de lavage des carrosseries et le stockage des huiles neuves et usagées Exutoire du rejet : Réseau public d'assainissement des eaux usées</p> <p>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté N°3 Nature des effluents : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées collectées sur les parkings et voies de circulation et les eaux pluviales de toitures Exutoire du rejet : La Vienne</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors des échanges, l'exploitant a confirmé l'absence d'évolution concernant les points de rejets d'effluents aqueux, tant sur leur nombre que sur la qualité des effluents rejetés par chacun d'eux.</p> <p>Il a été précisé à cette occasion à l'Inspection que le site dispose d'une convention de rejets avec Limoges Métropole. Celle-ci a été transmise à l'Inspection par courriel du 10 février 2026.</p>

Toutefois, le document transmis n'est ni daté ni signé. Aussi, l'exploitant est invité à transmettre à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, la version finalisée de cette convention, mentionnée à l'article 4.3.4. de l'arrêté préfectoral du 22 février 2017 (« convention de déversement » pour le point de rejet N°2). Par ailleurs, celle-ci pourra à l'occasion faire l'objet d'une actualisation une fois le projet d'arrêté préfectoral complémentaire signé (cf. point de contrôle N°1), dans la mesure où il est fait référence à des dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 février 2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Rejets aqueux – surveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 9.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : Des analyses semestrielles seront effectuées sur les eaux pluviales rejetés à La Vienne. Ces analyses seront effectuées en sortie du dispositif de déboueurs/décanteur et séparateur d'hydrocarbures (point de rejet N°3). Elles porteront sur les paramètres définis à l'article 4.3.5.2 du présent arrêté. Ces analyses seront réalisées par un organisme agréé par le ministère en charge des installations classées.
Constats : A la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté en séance le dernier rapport d'analyses correspondant au point de rejet N°3, puis l'a transmis par courriel le 10 février 2026, en confirmant la présence d'un déboueur-déshuileur au point d'émission. Les mesures ont été réalisées le 13 octobre 2025 par un organisme agréé. Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.3.5.2. de l'arrêté préfectoral du 22 février 2017 et n'appellent ainsi pas de remarques de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets aqueux – surveillance des eaux de lavage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 9.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : La mesure du débit et des analyses semestrielles seront effectuées sur les effluents aqueux rejetés au réseau public d'assainissement des eaux usées. Ces analyses seront effectuées en sortie du dispositif de déboueurs/décanteur et séparateur d'hydrocarbures (point de rejet N°2). Elles porteront sur les paramètres définis à l'article 4.3.5.2 du présent arrêté. Ces analyses seront réalisées par un organisme agréé par le ministère en charge des installations classées.
Constats :

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté en séance le dernier rapport d'analyses correspondant au point de rejet N°2, en confirmant la présence d'un débourbeur-déshuileur au point d'émission. L'exploitant a transmis les rapports des campagnes du 25 juin 2025 et 13 octobre 2025 par courriel le 10 février 2026.

Les mesures ont été réalisées par un organisme agréé. Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.3.5.2. de l'arrêté préfectoral du 22 février 2017, à l'exception de l'azote global (de l'ordre de 50 mg/L pour une VLE à 30 mg/L). Aussi, **l'exploitant est invité dans un délai de 3 mois à indiquer le cas échéant les éventuelles raisons particulières ayant engendré ces valeurs, et au besoin, les mesures prises ou envisagées avec un échéancier pour y remédier.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 9.1.3.

Thème(s) : Risques chroniques, /

Prescription contrôlée :

Article 9.1.3.1. - 1^{er} alinéa

L'exploitant est tenu d'établir un réseau de surveillance des eaux souterraines à l'aide de trois piézomètres PZ3, PZ5 et PZ7 dont l'implantation est fixée à l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 9.1.3.3.1.

Sur chacun des puits de contrôles, les prélèvements sont réalisés au moins à une fréquence annuelle alternativement en période de hautes eaux et de basses eaux.

Article 9.1.3.3.3. - 2^{ème} alinéa

Les analyses de tous les prélèvements dosent les paramètres physico-chimiques généraux (pH et conductivité) ainsi que les paramètres et substances suivants :

- hydrocarbures totaux ;
- COHV : chlorure de vinyle, cis 1,2 dichloroéthylène, trans 1,2 dichloroéthylène, tétrachloroéthylène, trichloroéthylène.

Constats :

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté en séance le dernier rapport d'analyses des eaux souterraines, réalisées par un organisme sur les 3 piézomètres listés dans les dispositions précitées. Il a été précisé que ces prélèvements sont réalisés chaque année, une fois en hautes eaux, une fois en basses eaux. Ce rapport correspond à la campagne d'avril 2025. Il a ensuite été transmis à l'Inspection par courrier du 10 février 2026, de même que le rapport ayant trait à la campagne de décembre 2025, celui-ci n'ayant pas été reçu le jour de l'inspection.

Les paramètres suivis correspondent à ceux demandés à l'article 9.1.3.3.3. de l'arrêté préfectoral du 20 février 2017 et les rapports fournissent une synthèse, globalement similaire entre les campagnes d'avril 2024 et décembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 9.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions et de la qualité des eaux souterraines réalisée conformément aux prescriptions édictées aux articles 9.1.1, 9.1.2 et 9.1.3 du présent arrêté sont également transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.
Constats : En amont de l'inspection, il avait été constaté que l'outil GIDAF n'avait pas été renseigné depuis 2020, tant pour ce qui concerne les eaux superficielles que les eaux souterraines. L'exploitant s'est engagé spontanément en séance à renseigner les déclarations manquantes et à reprendre la démarche pour les mesures à venir. Toutefois, l'exploitant a évoqué également un problème de connexion à l'outil, résolu à la date de rédaction du présent rapport. Aussi, l'exploitant est invité à compléter les déclarations GIDAF manquantes dans un délai de 6 mois et à reprendre la saisie de manière régulière. Pour toute difficulté d'accès à l'outil, l'Inspection se tient à la disposition de l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 7.1.5. - 2 ^{ème} alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté en séance le dernier rapport de contrôle des installations électriques, correspondant au contrôle quadriennal, effectué par un organisme compétent entre le 18 août 2025 et le 18 septembre 2025, puis l'a transmis à l'Inspection par courriel du 10 février 2026. En cas d'observations, il est fait appel à un prestataire extérieur. La traçabilité des actions correctives est visible sur une copie du rapport de contrôle, transmise à l'Inspection par courriel

du 10 février 2026. Pour 9 observations sur les 10 que présente le rapport, la date d'intervention et sa teneur sont annotées dans la marge. Lors des échanges, l'exploitant a indiqué qu'en cas d'intervention par une entreprise extérieure, le nom de celle-ci est indiqué. L'observation restante concerne l'impossibilité de réaliser certaines coupures et essais pour des raisons de sécurité, rendant la vérification incomplète. **L'exploitant est invité à suivre les recommandations ensuite formulées (« coupure décalée » et « plan de coupure ») pour le prochain contrôle.**

L'exploitant a précisé faire également réaliser en complément un contrôle par thermographie. Le dernier a eu lieu le 4 juillet 2025. Le rapport correspondant, transmis à l'Inspection par courriel du 10 février 2026, conclut à l'absence d'anomalie.

(complément en annexe confidentielle)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Étude flux thermiques et définition des moyens d'extinction

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 11/10/2021, article /

Thème(s) : Risques accidentels, /

Prescription contrôlée :

Vous précisez que :

[...]

- une étude de flux thermique sera réalisée pour préciser le risque de propagation d'un incendie d'un bâtiment à l'autre et de redéfinir les capacités de rétention des eaux d'extinction d'un éventuel incendie.
- les besoins en eaux d'extinction seront redéfinis avec les services du SDIS.

Constats :

Les bâtiments visés sont les bâtiments W (atelier) et L (plateforme logistique).

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis cette étude par courriel du 10 février 2026. Bien que cette étude ne fournisse pas de modélisations de flux thermiques, elle recommande en particulier les besoins en eau d'extinction suivants :

- mise en place d'extincteurs et RIA,
- mise en place d'un sprinklage dans l'entrepôt, tenant compte des étagères, et sous l'auvent, avec création d'une source d'eau constituée d'une pompe et d'une réserve intégrale,
- en défense extérieure contre l'incendie, 240 m³/h pendant 2 heures étant nécessaires, mise en place d'une aire d'aspiration sur la Vienne au Sud de l'entrepôt (demande du SDIS), installation d'un poteau incendie alimenté par réseau de ville près du poste de garde et, éventuellement, boucler le réseau d'eau incendie autour de l'entrepôt.

Selon les échanges et les documents de vérification fournis (cf. points de contrôle N°15), un dispositif de sprinklage, alimenté par une cuve dédiée, équipe le bâtiment L (plateforme logistique), des RIA et extincteurs ont été installés dans ce bâtiment, des prises d'eau dans La Vienne ont été aménagées pour les pompiers au niveau de la station de pompage alimentant le château d'eau.

L'évolution des moyens de lutte contre l'incendie fera l'objet de dispositions dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire à venir (Cf. point de contrôle N°1).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 7.4.3. - 1^{er} alinéa

Thème(s) : Risques accidentels, /

Prescription contrôlée :

L'installation doit être dotée de moyens de détection et de secours contre l'incendie [...]**notamment :**

- une détection de départ incendie dans les bâtiments W et PFL;
- des extincteurs en nombre suffisant doivent être judicieusement répartis dans l'établissement. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- un réseau de RIA implantés dans les bâtiments W et T ;
- un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage couvrant l'atelier peinture ;
- 6 poteaux incendie normalisés susceptibles d'assurer chacun un débit minimal de 60 m³/h pendant 2 heures, sous une charge restante de 1bar ;
- une réserve d'eau incendie constituée par un château d'eau de 400 m³ disposant d'une capacité de pompage de 120 m³/h ;

[...]

Constats :

L'objectif de ce point de contrôle est de faire le point sur les moyens de lutte, ceux-ci ayant été renforcés notamment au fur et à mesure des évolutions du site. Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire à venir modifiera et complètera les dispositions supra.

La détection incendie est mise en place dans les bâtiments W, L, P et T, ainsi que sous le chapiteau et l'auvent logistique. Par ailleurs, il n'a plus lieu d'évoquer le bâtiment PFL, qui ne fait plus partie du site.

Les extincteurs avaient fait l'objet en 2019 d'une étude et d'une réorganisation.

Les RIA sont désormais présents dans le bâtiment L, en plus des bâtiments W et T.

Le sprinklage couvre non seulement l'atelier peinture (bâtiment W), mais également le bâtiment L. Il est de plus en projet de couvrir l'auvent logistique.

Les poteaux incendie sont toujours au nombre de 6, alimentés pour 5 d'entre eux par le château d'eau et par le réseau d'eau de la ville pour le dernier.

La réserve du château d'eau n'est pas de 400 m³ mais de 180 m³, après vérification minutieuse par l'exploitant en séance. L'exploitant a en revanche confirmé le débit de pompage dans La Vienne permettant d'alimenter ce château d'eau, en indiquant que des prises de prélèvements sont installées en plus pour les pompiers. Au vu de la capacité réelle du château d'eau par rapport à celle fixée dans l'arrêté préfectoral, l'exploitant est invité à s'assurer de sa suffisance au regard des moyens de lutte qui y sont raccordés en tenant compte de leur débit respectif. **Les conclusions de cette vérification seront transmises à l'Inspection dans un délai de 6 mois, avec au besoin une**

présentation des mesures prises ou envisagées, associées à un échéancier. (complément en annexe confidentielle)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 7.4.3. - 2 ^{ème} , 3 ^{ème} et 4 ^{ème} alinéas
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [détecteurs de départ incendie] Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont [...] entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'exploitant est en mesure de justifier du respect de ces référentiels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a demandé, pour chaque moyen de lutte contre l'incendie indiqué à l'article 7.4.3 - 1^{er} alinéa de l'arrêté préfectoral du 20 février 2017 (cf. point de contrôle N°14), le dernier rapport de vérification. Ceux-ci ont été présentés en séance puis transmis par courriel le 10 février 2026.</p> <p>Les détecteurs incendie ont fait l'objet d'une intervention de maintenance préventive les 28 et 29 avril 2025 par un organisme compétent, ainsi que d'une visite de maintenance préventive le 30 octobre 2025 par le même organisme, dite « étape intermédiaire ». L'exploitant a également transmis un rapport de dépannage du 6 juin 2025 pour un défaut de terre exigeant le remplacement d'équipements. Lors des échanges, l'exploitant a précisé que le suivi des actions correctives se fait par l'annotation de la date d'intervention et du nom de l'intervenant en marge du document, face à la remarque concernée, mais les versions des documents transmis ne présentent pas ces éléments. Toutefois, le document relatif à l'« étape intermédiaire » du 30 octobre 2025 ne fait pas mention du défaut de terre. Aussi, l'exploitant est invité à confirmer à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, que ce défaut est bien levé et à reprendre au besoin la traçabilité des actions correctives.</p> <p>Les extincteurs sont vérifiés annuellement par un organisme compétent. La vérification se fait sur plusieurs visites, par secteur. Les éventuelles défaillances sont prises en charge par cet organisme. L'exploitant a transmis à l'Inspection, par courriel du 10 février 2026, les derniers rapports correspondants. Par ailleurs, les équipements croisés lors de la visite des installations étaient accessibles et en bon état apparent.</p> <p>Les RIA sont vérifiés annuellement par un organisme compétent. La vérification se fait sur plusieurs visites, par secteur. L'exploitant a transmis à l'Inspection, par courriel du 10 février 2026, les derniers rapports correspondants. Le rapport daté du 8 décembre 2025, relatif au bâtiment W, indique que 3 appareils disposent d'une pression insuffisante. L'exploitant est invité à préciser à</p>

l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les mesures prises ou envisagées, accompagnées d'un échéancier, pour remédier à cette situation. Par ailleurs, les équipements croisés lors de la visite des installations étaient accessibles et en bon état apparent.

Les deux réseaux de sprinklages sont contrôlés annuellement mais par deux organismes indépendants (un organisme par sprinklage). Par ailleurs, le groupe motopompe du sprinklage de l'atelier peinture est testé de manière hebdomadaire. Par courriel du 10 février 2026, l'exploitant a adressé à l'Inspection les deux derniers rapports de vérifications (réalisées les 12 mars 2025 et 29 septembre 2025) des installations de sprinklage du bâtiment L. Aucune non-conformité n'est observée. Toutefois, des recommandations sont formulées dans le dernier rapport. **L'Inspection invite l'exploitant à les suivre.** Par ailleurs, lors des échanges, il a été indiqué que le sprinklage du bâtiment W avait récemment fait l'objet d'un contrôle, mais l'envoi du rapport correspondant a été omis. **L'exploitant est invité à le transmettre à l'Inspection dans un délai de 3 mois.**

Les poteaux incendie font régulièrement l'objet d'une vérification visuelle et d'un contrôle de présence de l'eau par les pompiers. L'exploitant a indiqué toutefois que le dernier contrôle de débit date de 2017 et a demandé à l'Inspection la fréquence pour la vérification de cet équipement et les paramètres à contrôler. Au regard des dispositions de l'article 7.4.2. - 1^{er} alinéa, la vérification des poteaux incendie, comportant les mesures de débit et de pression, est à réaliser de manière annuelle. **Aussi, l'exploitant est invité à reprendre cette fréquence de vérification.** Le référentiel relatif à ces équipements est la norme « NF S 62-200 Matériels de lutte contre l'incendie - Poteaux et bouches d'incendie sous pression - Règles d'installation, de réception et de maintenance » (cf. partie 7 pour les éléments sur les vérifications).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article 7.3.7. - 2^{ème} alinéa

Thème(s) : Risques chroniques, /

Prescription contrôlée :

Les eaux d'extinction seront collectées et dirigées vers un bassin de rétention dont la capacité sera au moins égale à 470 m³. Le bassin de rétention des eaux d'extinction est équipée d'une vanne d'obturation signalée et manœuvrable en toute circonstance.

Constats :

Suite à l'évolution du site (cf. point de contrôle N°13), le site dispose désormais de 2 bassins souterrains de rétention des eaux d'extinction implantés en enfilade. Lors des échanges, il a été convenu que l'exploitant apporte à l'Inspection les volumes exacts de ces équipements, plusieurs volumes circulant dans différents documents. **Les informations n'ayant pu être fournies à la date de rédaction du présent rapport, l'exploitant est invité à les transmettre à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, en justifiant la cohérence du volume total avec le volume des eaux d'extinction issu de moyens de lutte contre l'incendie mis en place.** Ces évolutions feront l'objet de dispositions dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire à venir.

Lors de la visite du site, l'Inspection a demandé la réalisation d'un test de fermeture/ouverture de la vanne d'obturation située à l'entrée des deux bassins en série. Par défaut, celle-ci est fermée et celle des rejets d'eaux pluviales vers La Vienne est ouverte. L'exploitant a actionné le bouton d'urgence situé en extérieur à proximité de l'entrée principale et des bassins. Au tableau de commandes, il a pu être constaté la bascule des voyants ouvert/fermé, correspondant alors à la fermeture de la vanne au niveau du rejets d'eaux pluviales et l'ouverture de la vanne vers les bassins, ce qui a ensuite été constaté sur place. L'opération inverse a été réalisée également avec succès. L'exploitant a précisé à l'Inspection que ces tests sont réalisés tous les mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Télédéclaration incident / accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R.512-69 – 3 ^{ème} alinéa
Thème(s) : Autre, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R.517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L.124-4 et au II de l'article L.124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prescriptions ont été abordées dans un cadre informatif.</p> <p>La télédéclaration des incidents et accidents est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2026. La démarche se fait depuis le site internet https://entreprendre.service-public.gouv.fr/.</p> <p>En cas d'accident, la télédéclaration implique l'envoi automatique d'un courriel au déclarant comportant un lien permettant ensuite d'adresser le rapport d'accident. Pour mémoire, en cas d'incident, ce rapport est demandé, au besoin, par l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite